Conférence 6 : Le Canada, le G8 et la diplomatie de sommet

Nelson Michaud

Bonjour! Mon nom est Nelson Michaud et je suis professeur de science politique et de relations internationales à l'École nationale d'administration publique, à Québec; j'y suis aussi directeur associé du GERFI (Groupe d'études, de recherche et de formation internationales).

Au cours de cette conférence, nous allons explorer ensemble une composante importante des relations internationales et de la politique étrangère du Canada, soit sa participation aux sommets du G8 en tant qu'outil diplomatique. Je vais procéder en trois temps, en répondant à trois questions :

- La participation du Canada au G8 est-elle si exceptionnelle?
- Pourquoi le G8?
- Qu'est-ce que le Canada en retire?

Je conclurai en projetant ce que l'avenir pourrait réserver à la diplomatie de sommet et sur les sommets du G8 en particulier.

Un modus operandi

La réponse à la première question est simple à donner : la participation du Canada aux activités du G8 n'a rien d'exceptionnel. En fait, depuis que le Canada intervient sur la scène internationale, il a toujours établi sa position à partir d'un habile dosage de relations bilatérales et de relations multilatérales. L'émancipation internationale du Canada, en tant qu'entité pleinement souveraine, lui a été accordée par le statut de Westminster en 1931. Avant cette date, malgré une indépendance acquise en 1867, certains aspects de sa gestion politique relevaient toujours de Londres. C'était notamment le cas en matière de politique étrangère et de relations internationales.

Et pourtant … Même si le Canada ne jouissait toujours pas de sa pleine souveraineté, dans le sens westphalien du terme, il ne se gênait pas pour forcer la main du pouvoir impérial de le reconnaître comme acteur autonome. C'était le cas sur le plan bilatéral avec les relations canado-américaines — que l'on pense entre autre à la signature du traité sur la pêche au flétan en 1923 — ou dans la dimension multilatérale.

À ce dernier égard, l'exemple de l'Imperial War Cabinet (le Cabinet impérial de guerre) nous vient immédiatement à l'esprit. Au cours de la Première guerre mondiale, le premier ministre conservateur, Robert Laird Borden, y siégeait aux côtés du représentant britannique et des premiers ministres des autres dominions (Indes, Australie, Nouvelle-Zélande). L'objectif de ce Cabinet impérial de guerre était d'amener divers États ayant une appartenance commune à définir, de façon collective, leur position sur une question donnée en vue d'appliquer les politiques issues de ces discussions de manière univoque. Nous étions donc déjà face à une expression du multilatéralisme qui devait marquer, jusqu'à nos jours, la conduite de la politique étrangère canadienne.

Ce mode d'opération, le Canada le développera et en fera sa marque de commerce sur la scène internationale. C'est en partie cette pratique que John Kirton identifie comme étant de la « diplomatie concertante », c'est-à-dire une diplomatie exercée dans un concert d'égaux où chacun peut y contribuer et en bénéficier C'est ainsi que le Canada a d'abord participé à la Société des Nations, à l'élaboration des institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le GATT) et à la construction de l'Organisation des Nations Unies.

Donc, lorsque les années 1970 ont vu apparaître la « diplomatie de sommet », le Canada y a reconnu un mode, une pratique qui lui étaient

©2004

propres. Depuis, on peut remarquer que le Canada est probablement l'État qui participe au plus grand nombre de ces forums multilatéraux : que ce soit l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Commonwealth, la Francophonie, l'Organisation des États Americains (OÉA) et son sommet des Amériques et, bien sûr, le G8.

Le Canada et le G8

Cet appel aux forums multilatéraux s'avère une pierre si importante dans l'édifice de la politique étrangère canadienne que l'énoncé de base de 1995, *Le Canada dans le monde*, le mentionne explicitement : « Le Canada peut faire avancer ses intérêts globaux par son rôle actif au sein de tous les regroupements internationaux clés, par exemple en étant l'hôte du G7 ». Ceci étant dit, la question demeure : pourquoi le G7 d'alors ou le G8 d'aujourd'hui?

La réponse la plus spontanée qui nous vienne à l'esprit est aussi très simple : étant donnée l'importance et le poids relatif de l'institution du G8 et, surtout, de ses membres en termes d'influence sur le contexte international, il n'est guère surprenant de la voir nommément associée à cet énoncé.

Pourtant, le Canada n'a pas immédiatement été associé au G8. Lors de la première réunion, tenue, en novembre 1975, au Château de Rambouillet en banlieue parisienne, seuls l'Allemagne de l'ouest, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni s'étaient rencontrés. La France, considérait que les économies canadiennes et américaines ne formant qu'une, la présence du Canada n'était pas nécessaire. Puis, le Président Valéry Giscard d'Estaing, l'hôte du Sommet, avait accepté l'argumentaire que si le Canada était invité, il faudrait aussi considérer d'amener à la table des pays tels la Belgique ou les Pays Bas, ce qui aurait fait du Sommet, une rencontre beaucoup trop lourde; après tout, cette première rencontre devait en fait n'être qu'une rencontre préparatoire la Conférence sur la coopération économique internationale qui devait avoir lieu au mois de décembre suivant afin d'établir les bases d'un dialogue économique nord-sud prometteur.

En réalité — et c'est ce qui devait en grande partie assurer la pérennité des premiers Sommets, la santé chancelante des institutions de Bretton Woods, malmenées depuis le début des années 1970 et auxquelles le Président Richard Nixon avait asséné un dur coup en modifiant les règles du taux de change, demandaient que les puissances économiques de la planète concertent leurs efforts pour éviter des dérives aux conséquences néfastes. Les représentations du Canada n'ont pas été couronnées de succès dès le départ, mais dès le sommet suivant, celui accueilli par le gouvernement américain et le Président Gerald Ford à Puerto Rico, une percée importante se dessine : le Canada y reçoit, à toutes fins pratiques, une invitation de courtoisie puisque l'événement se déroule de ce côté-ci de l'Atlantique. Fort du charisme et de l'esprit pointu de son premier ministre, Pierre Elliott Trudeau, le Canada y apporte cependant une contribution remarquée des autres chefs d'États et de gouvernements au point où ils désireront voir le Canada s'associer à leurs futures délibérations.

L'arrivée du Canada à la table coïncide avec un certain niveau d'institutionnalisation des Sommets. Bien sûr, le G8 ne dispose pas d'une infrastructure comme c'est le cas de la Francophonie, par exemple. Néanmoins, on établit le rôle de la présidence du sommet qui doit s'assurer de la préparation du sommet à venir et du suivi à donner aux travaux qui marquent les deux ou trois jours de rencontre des chefs d'États et de gouvernements.

Le Canada a su tirer profit de cette nouvelle dynamique à laquelle il était désormais associé, ce qu'il a fait de diverses manières. Ainsi, à titre d'hôte du sommet lorsque vient son tour, le Canada dispose d'un levier supplémentaire pour mettre à l'agenda international des questions qui lui sont chères et qui reflètent ses valeurs. Aussi, en tant que négociateur rompu aux exigences des tractations internationales,

le Canada a parfois réussi à infléchir le cours des événements en jouant les médiateurs entre des positions opposées défendues par les gouvernements de grandes puissances, une contribution à laquelle les talents particuliers du premier ministre Mulroney, à cet égard, ont notamment contribué.

Bien sûr, le Canada n'a pas toujours été en mesure de voir toutes ses initiatives récompensées. Le dialogue Nord-Sud préconisé par Trudeau à Montebello ou l'inclusion au communiqué final d'une condamnation de l'apartheid demandée par Mulroney lors du sommet de Venise sont des exemples d'initiatives canadiennes qui n'ont pas connu de succès immédiat. On ne peut toutefois négliger l'importance des échanges auxquels le Canada a pu participer dans le cadre du G7 et du G8 et, lorsque vient le temps de répondre à la question « Qu'est-ce que le Canada en retire? », le bilan est encourageant.

Des dividendes ?

Cette dernière question est, en effet, loin d'être anodine et mérite qu'on s'y arrête. Qu'est-ce que le Canada vise à obtenir, de manière générale, par ces participations nombreuses à des forums multilatéraux? Et, de façon plus particulière, quels dividendes sa participation au G8 peut-il lui rapporter? Ces questions sont fort importantes puisque si elles devaient révéler des retombées minimales, il faudrait que le Canada repense sa manière de mener sa politique étrangère et ses relations internationales.

La première retombée que l'on peut constater se situe au niveau des rapports de force. Seul, le Canada n'a pas les ressources voulues pour jouer un rôle marquant sur la scène internationale, notamment sur des questions où il y a divergence de vues entre la position canadienne et la position défendue par une grande puissance comme les États-Unis — par exemple. L'action collective devient ici un outil de grande valeur et le Canada, fort de sa longue expérience, a su le maîtriser. Cela lui permet de tirer son épingle du jeu au-delà de ce que les outils traditionnels de politique étrangère dont il dispose, lui permettraient d'espérer.

La participation au G8 ajoute à cette retombée générale des éléments fort concrets, au bénéfice du Canada, des Canadiennes et des Canadiens. Ainsi, en côtoyant, à titre de pair, les grandes puissances du monde, le Canada peut influencer, non seulement l'agenda économique international, mais aussi certaines questions qui sont plus près des valeurs canadiennes. On peut songer ici au fait que le Canada a réussi à faire diversifier les pourparlers engagés autour de la table du G8, en y amenant des sujets autres que l'économie. Pour ce faire, le Canada s'est appuyé sur ses valeurs propres en matière de sécurité et de multilatéralisme, sur son engagement envers les valeurs égalitaires, sur ses préoccupations environnementales, ou sur son intérêt pour le dialogue nord-sud. Ici, l'exemple du rôle canadien vis-à-vis de la situation d'apartheid en Afrique du Sud vient immédiatement à l'esprit : la défense acharnée de sanctions économiques épousée par le Premier ministre Mulroney, sans être l'élément unique qui a amené une situation inacceptable vers une solution saluée par tous, a assurément lancé un signal et contribué de façon significative à convaincre certaines volontés qui hésitaient toujours.

Parmi les autres retombées positives spécifiquement associées aux sommets du G8, il faut compter que le Canada peut y réussir des avancées que d'autres forums multilatéraux ne lui permettent pas d'atteindre avec autant d'efficacité. Ainsi, les Nations Unies fonctionnent principalement à partir de la table du conseil de sécurité, dominé par les P5, soient les cinq membres permanents — la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume Uni et la Russie. Le Canada y décroche un mandat en moyenne aux dix ans et se voit attribuer la responsabilité de l'agenda pour une ou deux périodes d'un mois pendant son terme. C'est très peu pour exercer une influence de fond, surtout si on compare cette tribune au G8 qui, lui, permet de jouer ce rôle de façon plus continue.

Par ailleurs, cette continuité dans l'action qui caractérise la dynamique du G8 permet d'y consolider des bases qui pourront être utiles dans d'autres forums où le cotexte pourrait, théoriquement, être moins favorable au Canada. Par exemple, la Première ministre Campbell a su utiliser le sommet du G8 en 1993 à Tokyo pour contribuer à résoudre l'impasse devant laquelle la ronde Uruguay des négociations au GATT se trouvait : il en est résulté la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Des succès semblables existent aussi en matière de sécurité internationale ou d'environnement. La dernière contribution canadienne à cet égard est sans contredit l'engagement envers l'Afrique pris à Kananaskis.

Bien sûr, il y a aussi un coût à payer pour appartenir à ces « clubs » de leaders mondiaux. On peut songer à la facture brute associée à la participation du Premier ministre et de ses fonctionnaires au sommet et aux réunions qui le précèdent ou le suivent, ou à celle, un peu plus salée, que les contribuables canadiens doivent supporter lorsque le Canada est l'hôte du sommet comme ce fut le cas à Kananaskis en 2002 ou, auparavant, à Halifax, Toronto ou Montebello.

Parmi les retombées qui font sourciller il faut aussi compter l'influence que les décisions prises lors de ces sommets exercent sur les politiques intérieures canadiennes. Il serait en effet mal venu qu'un État membre ignore totalement, dans son propre pays, les mesures décidées en commun. Ainsi, tour à tour, les Premiers ministres Trudeau (à la suite du sommet de Bonn en 1978) et Clark (à la suite du sommet de Tokyo en 1979) ont dû adopter et mettre en œuvre des politiques, même si celles-ci devaient leur coûter leur siège dans les mois qui ont suivi.

L'avenir

À la suite de ce bilan, que peut-on prédire quant à l'avenir du G8 comme outil de la diplomatie canadienne? À la fin du sommet d'Halifax, en 1995, Gordon Smith concluait que « le sommet avait, de façon importante, redonné la foi en un processus auquel le public et les médias avaient réservé une bonne dose de cynisme » (1996 :93). Aux lendemains de Kananaskis, John Kirton évaluait cette dose de scepticisme toujours bien présente, rapportant que les sommets étaient toujours perçus comme « des occasions vénérées comme les 'mondiales' des séances de photos officielles, avec peu de substance et beaucoup de spectacle » (2002 : 210). Alors, à quoi sert donc la participation canadienne au G8?

Bien sûr, la diplomatie des sommets est en partie artificielle. Bien sûr, elle obéit à un ballet en grande partie déjà chorégraphié dans les grandes capitales avant même que la première rencontre des chefs d'États et de gouvernements n'ait eu lieu. Bien sûr, les suites données aux résolutions prises lors du sommet sont souvent aléatoires (quoi que, à cet égard, la performance du Canada est plutôt honorable — il ne s'est jamais classé dans la deuxième moitié du groupe quant au respect et à la mise en œuvre des résolutions et, à deux reprises, il a occupé le premier rang).

Il faut toutefois regarder ailleurs si l'on veut trouver l'endroit où faire porter la véritable évaluation qui doit être faite de cet outil diplomatique que sont les sommets du G8. L'évaluation à faire nous amène aux sources mêmes de la gestion, par le Canada, de ses relations internationales : depuis longtemps, le Canada compense ses moyens plus faibles par une action de politique extérieure extensive.

Ainsi, lorsqu'au début du siècle, le Canada avait des moyens militaires, voire — ultérieurement — économiques, respectables, il lui manquait des moyens associés à la légitimité internationale. Et au moment où cette légitimité assume sa pleine maturité, ce sont les moyens en termes de puissance qui se sont amenuisés. C'est donc par ses réseaux et son action ancrée sur des valeurs internationalement reconnues que le Canada peut agir et tirer son épingle du jeu au-delà de ce que ses ressources pourraient lui permettre.

Or, ces réseaux doivent être entretenus. Le Canada favorise donc une présence extensive dans de multiples forums multilatéraux, consolidant dans l'un, les liens établis dans l'autre, ou achevant ici, les initiatives amorcées là. Étant donnée l'importance que recèlent les liens interpersonnels dans la conduite des affaires du monde — de multiples études l'ont amplement démontré — la diplomatie des sommets, qu'ils soient à l'intérieur d'une famille politique, économique, régionale ou universelle, constitue un outil de première importance pour un État dont l'influence repose davantage dans ses relations internationales que dans ses canons.

Et dans le cadre de cette dynamique à niveaux multiples, le G8 occupe une place privilégiée. Sommet des grands, sommet des influents, le G8 constitue une table de première ligne pour qui veut laisser sa marque et, en contrepartie, tirer profit du contexte international. Pour ces rasons, plus que pour toute autre, le Canada aura, pour un certain temps encore, tout avantage de demeurer associé à ce forum qui lui ouvre des portes auxquelles nul autre club international ne pourrait lui donner un accès aussi efficace au destin du contexte mondial.•

Bibliographie et lecture recommandée

DIVERS AUTEURS (2002), Round Table : « Canada's Kananaskis G8 Summit : What Can and Should Be Done? » *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 9(3) : 31–47.

« Canada and the 1995 G7 Halifax Summit : Developing Canada's Positions » (1995), *Canadian Foreign Policy* 3 (Printemps). Numéro special.

« Summit Too Costly » (2001), *Toronto Star*, December 28, p. A38.

BAYNE, Nicholas (2001), *Hanging In There : The G7 and G8 Summit in Maturity and Renewal*. Aldershot : Ashgate.

BERGSTEN, C. Fred et HENNING, C. Randall (1996), *Global Economic Leadership and the Group of Seven*. Washington, DC : Institute for International Economics.

BLACK, Conrad (1997–8), « Taking Canada Seriously », *International Journal* 53 (Hiver) : 1–17.

BOEHM, Peter (1996), « There Was a Summit in Halifax », *Bout de Papier* 13 (Printemps) : 5–7.

CANADA (1995), *Le Canada dans le monde : Le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*. Ottawa : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, <www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/menu-fr.asp> (Mai 2004).

CANADA (1997), *Le Canada et les sommets du G7*, Ottawa : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

CANADA (2002), "The Road to Kananaskis : Africa at the Heart of the G8 Summit." *Canada World View* vol. 15 : 10–1.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA (1995), "From Bretton Woods to Halifax and Beyond : Towards a 21st Summit for the 21st Century Challenge : Report of the House of Commons Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade on the Issues of International Financial Institutional Reforms for the Agenda of the June 1995 G7 Halifax Summit." Ottawa : Canada Communication Group Publishing.

CLARK, Marc (1989), "Summit Surprises : Third World Leaders Lobby the Prosperous." *Maclean's* 102(30) (Juillet 24).

COHN, Theodore (2001), « Securing Multilateral Trade Liberalisation : International Institutions in Conflict and Convergence », pp. 189–218 dans John Kirton et George von Furstenberg, *New Directions in Global Economic Governance : Managing Globalisation in the Twenty-First Century*. Aldershot : Ashgate.

CORNELLIER, Manon (1987), « Un pré-sommet de gens d'affaires se réunit en secret chaque année ». *Le Devoir économique* 3(2) (Mars/Avril) pp. 18–19.

CULPEPER, Roy (1995). *A Win-Win Proposition for the IFIs : Gathering Advice for Halifax and Beyond*. (Briefing 1995-B38) Ottawa : North-South Institute.

DEWITT, David et KIRTON, John (1983), *Canada as a Principal Power*. Toronto : John Wiley.

DOERN, G. Bruce et KIRTON, John (1996), « Foreign Policy », pp. 237–264 dans G. Bruce Doern, Leslie Pal et Brian Tomlin, *Border Crossings : The Internationalization of Canadian Public Policy*. Toronto : Oxford University Press.

DORAN, Charles (1996), « Will Canada Unravel? » *Foreign Affairs* 75 (Septembre/Octobre) : 97–109.

EAYRS, James (1974), « Defining a New Place for Canada in the Hierarchy of World Powers », *International Perspectives* (Mai/Juin) : 15–24.

FARROW, Maureen (1988), *The Toronto Economic Summit : great expectations need to be tempered with realism*. (Commentary 16) Toronto : CD Howe Institute (Juin), pp. 1–7.

FOTHERINGHAM, Allan (1989), « Canada's Fictional Role at Summits », *Maclean's* 102(30) (Juillet 24), p. 52.

FOWLER, Robert (2003), « Canadian Leadership and the Kananaskis G8 Summit : Towards a Less Self-Centered Foreign Policy », dans David Carment, Fen Osler Hampson et Norman Hillmer, *Canada among Nations 2003 : Coping with the American Colossus*. Toronto : Oxford University Press.

FRASER, John (1988), « Summits Are the Crowning Achievement of Journalism — and Statesmen Are Invited Too », *Saturday Night* 103(6) : 7–8.
FRÉCHETTE, Louise (1995), « Canada and the 1995 G7 Halifax Summit ». *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 3(1) : 1–4
GOSSELIN, Claude (2002), « NEPAD : What Partnership? Whose Development? » *Au Courant* 11(1) : 1–2.
GOTLIEB, Allan (1987), « Canada and the Economic Summits : Power and Responsibility ». Toronto : University of Toronto, Centre for International Studies <www.g8.utoronto.ca/scholar/gotlieb1988> (Mai 2004).
GRAHAM, Bill (1995), « Canada and the 1995 Halifax G7 Summit : Developing Canada's Positions ». *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 3(1) : 31–37.
GRANATSTEIN, J.L. et BOTHWELL, Robert (1990), *Pirouette : Pierre Trudeau and Canadian Foreign Politicalicy*. Toronto : Toronto University Press.
GROUPE DE RECHERCHE SUR LE G8, « Analytical Studies » <www.g8.utoronto.ca/evaluations> (Mai 2004).
HAJNAL, Peter I. (1995), « G7 Bibliography ». *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 3(1) : 125–133.
HAJNAL, Peter I. (2001), « Civil Society at the 2001 Genoa G8 Summit ». *Behind the Headlines* 57(1), 15.
HAJNAL, Peter I. et KIRTON, John (2000), « The Evolving Role and Agenda of the G7/8 : A North American Perspective ». *NIRA Review* 7, No. 2 (Printemps) <www.g8.utoronto.ca/scholar/hajnal_nira.pdf> (Mai 2004).
HAMPSON, Fen et MOLOT, Maureen (1996), « Being Heard and the Role of Leadership », pp. 3–20 dans Fen Hampson et Maureen Molot, *Big Enough to Be Heard : Canada Among Nations 1996*. Ottawa : Carleton University Press.
HAMPSON, Fen et MOLOT, Maureen (1996), *Big Enough to Be Heard : Canada Among Nations 1996*. Ottawa : Carleton University Press.
HARRINGTON, Carol (2001), « G8 Summit Security Costs to Top $100 Million », *Toronto Star*, Decembre 27, p. A31.
HAY, John. (1998), « International Summits and Civil Society ». *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 6(1) : 97–103.
HEAD, Ivan et TRUDEAU, Pierre (1995), *The Canadian Way : Shaping Canada's Foreign Policy 1968–1984*. Toronto : McClelland and Stewart.
HEENEY, Timothy (1988), « Canadian Foreign Policy and the Seven Power Summits ». Country Study No. 1. Toronto : University of Toronto, Centre for International Studies <www.library.utoronto.ca/g7/scholar/heeney1988> (Mai 2004).
HOEHMANN, Hans-Hermann et MEIER, Christian (1996), « The Halifax G7 Summit and Western Assistance for Russia and the Ukraine ». *Aussenpolitik* 47(1) : 53–60.
IKENBERRY, John (1993), « Salvaging the G7 », *Foreign Affairs* 72 (Printemps) : 132–139.
INGLIS, Alex I. (1977), « Economic Summitry Reaches Time of Testing in London », *International Perspectives*, Septembre/Octobre : 33.
KEATING, Tom (2002), *Canada and World Order : The Multilateralist Tradition in Canadian Foreign Policy*, 2ième édition. Toronto : Oxford University Press.
KIRTON, John (1994), « Exercising Concerted Leadership : Canada's Approach to Summit Reform », *International Spectator* 29(2, Avril/Juin), Numèro spécial.
KIRTON, John (1995), « The Diplomacy of Concert : Canada, the G7 and the Halifax Summit ». *Canadian Foreign Policy* 3(1, Printemps) : 63–80 <www.library.utoronto.ca/g7/scholar/kirton199501> (Mai 2004).
KIRTON, John (1995), « The G7, the Halifax Summit, and International Financial System Reform ». *North American Outlook* 5 (3, Juin) : 43–66 <www.library.utoronto.ca/g7/scholar/kirton199502> (Mai 2004).

KIRTON, John (1997), « Economic Co-operation : Summitry, Institutions and Structural Change ». Préparé pour le conference de « Structural Change and Co-operation in the Global Economy », Centre for International Business Education et Center for Global Change and Governance, Rutgers University, 19–20 mai <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/kirton199702> (Mai 2004). Voir aussi John Dunning et Gavin Boyd, (1999), *Structural Change and Co-operation in the Global Economy*. Londres : Edward Elgar.

KIRTON, John (1998), « Canada, the G7, and the Denver Summit of the Eight : Implications for Asia and Taiwan ». Version révisée, originalement prepare pour le conference « Canada-Taiwan Relations in the 1990s », Département de la Diplomatie, Université national de Chengchi, Taiwan, 13–16 novembre <www.library.utoronto.ca/g7/scholar/kirton199701>(Mai 2004).

KIRTON, John (1999), « Canada as a Principal Financial Power : G7 and IMF Diplomacy in the Crisis of 1997–9 ». *International Journal* 54 (Autumne).

KIRTON, John (1999), « Canada's Leadership Role in International Negotiations : The G7, IMF and the Global Financial Crisis of 1997–9 ». Préparé pour le conference « The Challenges of Globalisation », Université Bishops, 6–8 juin <www.g8.utoronto.ca/scholar/kirton199901> (Mai 2004).

KIRTON, John (2000), « The Dynamics of G7 Leadership in Crisis Response and System Reconstruction », pp. 65–94 dans Karl Kaiser, John Kirton et Joseph Daniels, *Shaping a New International Financial System : Challenges of Governance in a Globalizing World*. Aldershot : Ashgate.

KIRTON, John (2001), « Guiding Global Economic Governance : The G20, the G7 and the International Monetary Fund at Century's Dawn », pp. 143–170 dans John Kirton et George von Furstenberg, *New Directions in Global Economic Governance : Managing Globalization in the Twenty-First Century.* Aldershot : Ashgate.

KIRTON, John (2001), « The G20 : Representativeness, Effectiveness and Leadership in Global Governance », pp. 143–173 dans John Kirton, Joseph Daniels et Andreas Freytag, *Guiding Global Order : G8 Governance in the Twenty-First Century*. Aldershot : Ashgate.

KIRTON, John (2002), « G8 Preview : Retreating to Reach Out for Real Results at Kananaskis 2002 ». Préparé pour le Centre for Strategic and International Studies, Washington DC <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2002/csis2002.html> (Mai 2004).

KIRTON, John (2002), « Guess Who Is Coming to Kananaskis? Civil Society and the G8 in Canada's Year as Host », *International Journal* 57 (Hiver) <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2002/020507.pdf> (Mai 2004).

KIRTON, John et VON FURSTENBERG, George (2001), *New Directions in Global Economic Governance : Managing Globalisation in the Twenty-First Century*. Aldershot : Ashgate.

KIRTON, John et DANIELS, Joseph (1999), « The Role of the G8 in the New Millennium », pp. 1–17 dans Michael Hodges, John Kirton et Joseph Daniels, *The G8's Role in the New Millennium*. Aldershot : Ashgate.

KIRTON, John et TAKASE, Junichi (2002), *New Directions in Global Political Governance : The G8 and International Order in the Twenty-First Century*. Aldershot : Ashgate.

KIRTON, John, DANIELS, Joseph et FREYTAG, Andreas (2001), *Guiding Global Order : G8 Governance in the Twenty-First Century*. Aldershot : Ashgate.

LACKENBAUER, P. Whitney (2002), *An Inside Look at External Affairs during the Trudeau Years. The Memoirs of Mark MacGuigan*. Calgary : University of Calgary Press.

LANGDON, Steven (2003), « NEPAD and the Renaissance of Africa », pp. 242–255 dans David Carment, Fen Osler Hampson et Norman Hillmer, *Canada Among Nations 2003 : Coping with the American Colossus*. Toronto : Oxford University Press.

MACFARLANE, S. Neil (1995), « Russia and the G7 ». *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 3(1) : pp. 81–89.
« Maclean's Year-End Poll : Since September 11 », *Maclean's* 114 (53, Decembre 31).
MCMILLAN, Charles (1988), « Comparing Canadian and Japanese Approaches to the Seven Power Summit ». Toronto : University of Toronto, Centre for International Studies <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/mcmillan1988> (Mai 2004).
MICHAUD, Nelson et NOSSAL Kim Richard (2001), *Diplomatic Departures : The Conservative Era in Canadian Foreign Policy 1984–1993*. Vancouver : UBC Press.
OSTRY, Sylvia (2002), « Can Canada Save the G8? Is There a Role for Leaders' Summits? » *Literary Review of Canada* 10(5) : 8–9.
OSTRY, Sylvia (2002), « Globalization and the G8 : Could Kananaskis Set a New Direction? » Ottawa : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.
OSTRY, Sylvia (1991), « Canada, Europe and Economic Summits », dans C.H.W. Remie et J.-M. Lacroix, *Canada on the Threshold of the 21st Century : European Reflections upon the Future of Canada*. Amsterdam : John Benjamins.
PUTNAM, Robert et BAYNE, Nicholas (1987). *Hanging Together : Co-operation and Conflict in the Seven-Power Summit*, 2ième révision. Londres : Sage Publications.
SILVESTRI, Stefano (1994), « Between Globalism and Regionalism : The Role and Composition of the G7 ». *International Spectator* 29(2) : 27–48.
SMITH, Gordon (1996), « Canada and the Halifax Summit », pp. 83–94 dans Fen Hampson et Maureen Molot, *Big Enough to be Heard : Canada Among Nations 1996*. Ottawa : Carleton University Press.
STAIRS, Denis (1972), *The Diplomacy of Constraint*. Toronto : University of Toronto Press.
TAYLOR, James H. (1995), « Preparing for the Halifax Summit : Reflections on Past Summits ». *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 3(1) : 39–46.
VON FURSTENBERG, George et DANIELS, Joseph (1991), « Policy Undertakings by the Seven "Summit" Countries : Ascertaining the Degree of Compliance », Carnegie-Rochester Conference Series of Public Policy 35 : 267–308.
WALTON, Dawn (2001), « Support for U.S.-Led War High in G7, Low Elsewhere », *The Globe and Mail*, 22 décembre, p. A13.
WILSON-SMITH, Anthony (1991), « "Personal Chemistry" : Canada Plays a Key Summit Role (G7 Meeting, London) », *Maclean's* 104(30) : 28.
WOLFE, Robert (1995), « Should Canada Stay in the Group of Seven? » *Canadian Foreign Policy/La Politique étrangère du Canada* 3(1) : 47–62.
YUANHUA, Yang (1995), « G7 : Business as Usual ». *Beijing Review* 38(29) : 18–19.

Questions à débattre

1. Jusqu'à quel point le Canada a-t-il opéré, à l'intérieur du G8, à partir de compromis et de consensus? A-t-il en ce sens été fidèle à sa tradition en matière de politique étrangère ou a-t-il innové?

2. La thèse avancée par John Kirton veut que le Canada participe, à l'intérieur du G8 en un « concert d'égaux ». Est-ce exact ou le Canada a-t-il plutôt été à la remorque des États-Unis, de l'Angleterre ou de la France?

3. Les personnes peuvent faire une différence dans la conduite de la politique étrangère d'un État. Lorsqu'on étudie les positions défendues par le Canada dans le cadre des sommets du G8, peut-on dégager une position libérale différente de la position conservatrice ou doit-on référer plus simplement à une position canadienne?

4. Existe-t-il des « alliés naturels » du Canada à l'intérieur du G8? Si oui, qui sont-ils? Sur quoi basez-vous votre évaluation? Comment expliquez-vous ce phénomène?

5. Le G8 reflète-t-il les valeurs canadiennes? Si oui, lesquelles? Comment?

6. Serait-il de l'intérêt du Canada que le G8 revienne à sa vocation première liée aux questions de développement économique? Pourquoi?

7. Où, ailleurs, pourraient être défendues les objectifs poursuivis par le Canada à l'intérieur du G8?

8. Peut-on comparer le G7/8 sous la présidence de Pierre Trudeau, Brian Mulroney et Jean Chrétien?

9. Le Canada devrait-il favoriser l'élargissement du G8? Quels en seraient les avantages? Quels en seraient les inconvénients?

10. Des trois piliers de la politique étrangère canadienne, lequel a le plus bénéficié de la participation du Canada au G8?

Exercise

1. Au sommet de 1979, le Canada était représenté par le premier ministre
   a. Pierre Trudeau
   b. Brian Mulroney
   c. Joe Clark
   d. Kim Campbell
   e. Aucune de ces réponses

2. Le Canada joue un rôle international _____ à sa puissance.
   a. inférieur
   b. égal
   c. sans égard
   d. supérieur
   e. Aucune de ces réponses

3. L'un des dossiers constamment défendu par le Canada aux sommets du G7/G8 porte sur
   a. Les soins de santé
   b. Le narcotraffic
   c. Le dialogue nord-sud
   d. Les compétitons internationales de hockey
   e. Aucune de ces réponses

4. Malgré leur bref mandat, deux premiers ministres ont représenté le Canada aux sommets du G7/G8. Il s'agit de
   a. Charles Tupper et Joe Clark
   b. Kim Campbell et John Turner
   c. Joe Clark et Kim Campbell
   d. Kim Campbell et W.L. Mackenzie King
   e. Aucune de ces réponses

5. Le Canada a joint le G7 en même temps que
   a. l'Allemagne
   b. le Japon
   c. l'Italie
   d. la Russie
   e. Aucune de ces réponses

6. Le premier sommet du G7 au Canada a été tenu au
   a. Château de Rambouillet
   b. Château Frontenac
   c. Château Ramezay
   d. Château Laffite
   e. Aucune de ces réponses

7. Quelle région du Canada n'a pas été l'hôte du sommet du G7/G8
   a. Atlantique
   b. Québec
   c. Ontario
   d. Ouest
   e. Aucune de ces réponses

8. La pratique des relations internationales du Canada et qui est présente dans le cas des sommets du G8 se nomme
   a. plurilatéralisme
   b. omnilatéralisme
   c. multilatéralisme
   d. polylatéralisme
   e. Aucune de ces réponses

9. Le prochain sommet du G8 à être tenu au Canada sera
   a. En 2007 à Vancouver
   b. En 2008 à Québec
   c. En 2009 à Whistler
   d. En 2010 à un endroit à être déterminé
   e. Aucune de ces réponses

10. Lors d'un sommet économique du G8, la personne qui guide le premier ministre vers ce sommet se nomme
    a. Le ministre des affaires étrangères
    b. Le ministre des finances
    c. Le sherpa
    d. Le lama
    e. Aucune de ces réponses